

José Antonio CRESPO

Mexique 2000 : l'année de la déroute du parti hégémonique

Gouverné par le Parti révolutionnaire institutionnel (PRI) depuis 1929, le Mexique a connu, en juillet 2000, la première alternance politique pacifique de son histoire. Mais cette transition d'un régime autoritaire sur le fond, quoique démocratique dans la forme, à ce qui constitue aujourd'hui la première grande démocratie d'Amérique centrale, ne s'est pas faite en un jour. Les premiers revers électoraux du PRI remontent en effet à 1948. Ils s'égrainent durant cinq décennies, franchissant des niveaux toujours plus élevés dans la hiérarchie des pouvoirs, en particulier à partir de la crise économique des années 1980, qui renforce les partis d'opposition. En 2000, malgré l'échec de la stratégie de coalition de ces derniers, Vicente Fox, le candidat du Parti d'action nationale, arrive largement en tête du scrutin présidentiel, bénéficiant pleinement du rejet du parti hégémonique au pouvoir – un rejet constaté dans l'ensemble des couches de la société mexicaine.

Politique étrangère

Le 2 juillet 2000, le Mexique a connu, pour la première fois de son histoire, un changement pacifique de régime. Il s'est agi en réalité d'un processus lent et singulier, explicable à partir de l'histoire du Parti révolutionnaire institutionnel (PRI), hégémonique depuis 1929, et que l'on pourrait qualifier d'autoritaire, quoiqu'il ait eu recours à un système de suprématie institutionnelle plus qu'à la répression directe. C'est à partir de ce schéma, démocratique seulement dans la forme – et fondamental pour préserver la légitimité interne et externe –, que le parti officiel a partagé la vie politique avec des partis d'opposition légalement inscrits, qui ont lutté durant des décennies pour améliorer les conditions de la concurrence électorale et revendiquer des espaces politiques qui ne seront que peu à peu

conquis. Le régime s'est ainsi vu contraint de s'ouvrir progressivement jusqu'à en perdre la capacité à assurer sa propre continuité. Et il a dû céder le contrôle de la Chambre des députés, en 1997, puis celui de la présidence, en 2000.

Les explications de ce phénomène peuvent être classées, *grosso modo*, en explications de type structurel ou conjoncturel. Les premières répondent au caractère même du système politique, qui s'est révélé de plus en plus vulnérable aux efforts de l'opposition, et cela en raison de l'inertie, de l'inefficacité, de la corruption et de l'impunité propres à tout monopole. Les secondes concernent plutôt les conditions électorales de l'année 2000.

L'hégémonie de parti

Une des particularités essentielles du régime qui prend fin – et qui explique en grande partie le rythme et les singularités de la transition mexicaine – est que le parti officiel a coexisté avec des partis d'opposition légalement inscrits, ayant le droit d'entrer de fait dans la course électorale et d'occuper des fonctions émanant du vote populaire, mais n'exerçant pas une influence décisive sur le processus gouvernemental et n'ayant pas de possibilité réelle d'accéder à la présidence. À la différence des systèmes à parti unique qui interdisent l'existence de partis d'opposition, entretiennent le monopole du pouvoir total et répriment sans faiblesse la dissidence, le régime mexicain se devait en effet d'être plus souple et plus tolérant, tant en ce qui concerne la participation que l'expression politiques.

L'origine du parti hégémonique mexicain est, de fait, semblable à celle de nombreux partis uniques : une révolution, qui permit aux vainqueurs de disposer d'un authentique monopole ainsi que d'une forte dose de légitimité au départ. Mais, quoique de telles conditions eussent favorisé l'instauration d'un parti unique, l'évolution historique du Mexique et sa situation géopolitique ont rendu pratiquement impossible cette option, l'existence d'un parti hégémonique à forme officiellement démocratique étant dès lors la seule possible.

En ce qui concerne la forme, justement, depuis 1824, et hormis les trois ans pendant lesquels Napoléon III imposa l'empereur Maximilien (1864-1867), le Mexique est une république. Mais sous cette façade, le

pouvoir politique fut monopolisé, de 1871 à 1911, par le général Porfirio Díaz – qui s’opposa à l’intervention française – puis, de 1929 à 2000, par un parti unique formé par des révolutionnaires opposés à la dictature de Díaz. C’est la raison historique pour laquelle le Parti national révolutionnaire (PNR), aujourd’hui Parti révolutionnaire institutionnel (PRI), s’est présenté comme un mouvement populaire nationaliste souhaitant la restauration de la démocratie libérale. Le nouveau régime prit d’ailleurs pour devise officielle (et pour axe de son discours public) celle que Francisco Madero avait adopté pour provoquer la révolution antiporfiriste de 1910, et qui était aussi la même que celle que Díaz avait pris pour s’emparer du pouvoir, en 1876 : « *Oui au suffrage effectif, non à la réélection.* »

L’autre raison – cette fois géopolitique – de la forme démocratique du régime mexicain est sa proximité avec les États-Unis, car il faut bien prendre en compte qu’aucun gouvernement mexicain n’est jamais parvenu à s’affirmer sans la reconnaissance de l’Amérique du Nord. Un régime révolutionnaire à parti unique serait, on le conçoit, difficilement accepté par les Nord-Américains sur leur frontière sud. C’est pourquoi, à partir du moment où le régime souhaitait obtenir la pleine reconnaissance des États-Unis, il lui fallut s’en tenir à un strict format démocratique, même si, dans les faits, il n’en allait pas ainsi. Ce « format démocratique » comprenait naturellement l’acceptation légale de partis d’opposition, susceptibles de présenter des candidats aux différentes élections.

De fait, la nécessité de maintenir cette forme démocratique pour ne pas perdre une légitimité essentielle, à l’intérieur et à l’extérieur, obligea les révolutionnaires mexicains à instaurer un système de parti hégémonique plutôt que de parti unique et à le préserver dans la durée en réalisant, chaque fois qu’il le fallait, des réformes politiques et électorales. Cette double contrainte créa une dynamique singulière qui poussa les gouvernements issus du PRI à ouvrir de plus en plus le système de partis, c’est-à-dire à améliorer progressivement et constamment les conditions propres à la concurrence électorale et à accepter de plus en plus de victoires de l’opposition. Il faut bien dire que, sans cela, les partis d’opposition auraient disparu de la scène politique, soit parce qu’il n’y aurait plus eu de sens à participer à un jeu perdu d’avance, soit encore en raison de l’extrême faiblesse du système électoral, conséquence de

la rigidité propre au régime. Si cela avait été le cas, le PRI aurait été tenu, même contre sa volonté, pour un authentique parti unique, perdant ainsi la légitimité démocratique nécessaire pour obtenir une acceptation suffisante à l'intérieur du pays et au-dehors.

Avec le temps, il devint donc indispensable de faire en sorte que le système de partis, fondé sur l'élection, se rapprochât de manière progressive mais nette d'une forme de système fondée sur la concurrence et la démocratie, bien qu'il se fût agi, par ailleurs, de retarder autant que possible ce dénouement. Car une fois la pleine concurrence établie, c'est l'assurance de conserver le pouvoir législatif et présidentiel qui eut été perdue. Le bon fonctionnement de ce système hégémonique impliquait donc que l'on évitât le caractère de parti unique pour mieux éluder la véritable concurrence issue des partis. C'est le chemin que, pendant 70 ans, le régime parcourut sous de multiples formes, tant pour répéter les nécessaires gestes d'encouragement envers l'opposition, que pour retarder le plus possible le moment où celle-ci aurait acquis assez de forces pour défier irrémissiblement le PRI aux niveaux les plus importants du pouvoir (dans les villes, les gouvernements, les congrès locaux, le congrès fédéral et, finalement, à la présidence de la République).

Cette évolution eut lieu entre 1929 (date de la fondation du PNR) et 1997 (date à laquelle le PRI perdit la majorité absolue à la Chambre des députés), de façon constante mais non continue. Par moments, en effet, il y eut des reculs, notamment lorsque l'opposition tint tête de manière plus directe au PRI et, en particulier, à partir de 1982, lorsque la crise économique commença à fortifier les partis d'opposition. Dernièrement, le PRI se vit contraint de renoncer à toute tentative de retour en arrière et d'accepter pleinement un verdict qui lui fut finalement, on le sait, défavorable. À ce stade, la participation du président Ernesto Zedillo (le vaincu des élections de juillet 2000, NDLR) fut déterminante pour que le PRI acceptât la défaite comme solution unique au maintien de la stabilité économique et politique du pays. Son poids fut assez fort pour conjurer toute tentative de révolte ou de conduite non institutionnelle de la part du parti au pouvoir, ce qui permit que l'alternance se fît de façon pacifique. Ceci ne mettait pas un point final à la transition mais en assurait la poursuite sur des bases institutionnelles et civilisées.

Le coup de boutoir électoral

Cela fait quelques années déjà que l'opposition fourbit de nouvelles stratégies pour affronter le régime « priïste ». Auparavant, l'opposition révolutionnaire (le plus souvent à profil marxiste) considérait qu'une nouvelle révolution pouvait éclater dans le pays, non plus de type libéral et bourgeois comme l'avait été, à leurs yeux, celle de 1910-1920, mais de type prolétaire et socialiste. De nombreux communistes collaborèrent quelques années avec des syndicats officiels et avec le régime révolutionnaire, dans l'espoir de les voir se « radicaliser ». Telle est la ligne que suivit, entre autres, Vicente Lombardo Toledano, le premier secrétaire de la Confédération des travailleurs mexicains (CTM). D'autres membres de la gauche révolutionnaire s'écartèrent toutefois du régime, dans l'intention de créer les conditions propices à une nouvelle révolution.

Ces groupes voyaient avec mépris et méfiance la lutte pour la démocratie menée par des partis qu'ils jugeaient susceptibles de recréer le capitalisme. C'est pour cela que la gauche révolutionnaire s'éloigna de la lutte électorale. Ce n'est que beaucoup plus tard que l'échec des tentatives révolutionnaires et l'ouverture électorale promue par le gouvernement, en 1977, l'amènèrent à modifier sa stratégie et à substituer la lutte parlementaire au combat révolutionnaire. Le vieux Parti communiste mexicain (PCM), né en 1919, rechercha le registre de parti pour participer aux législatives de 1979 et pour emprunter la voie de la modération idéologique et stratégique, ainsi que celle de l'union avec d'autres forces de gauche : de ce mouvement naquirent le Parti socialiste unifié du Mexique puis le Parti mexicain socialiste (PMS). Sous ces sigles participa aux comices de 1985 et de 1988 la fameuse « gauche historique », encore qu'en 1988, elle l'eût fait en tant que membre du Front démocratique national, qui regroupait des partis dont le candidat commun était Cuauhtémoc Cardenas, lequel, un an plus tôt, avait abandonné le Parti révolutionnaire institutionnel (PRI).

Après la présidentielle de 1988 (que Cardenas affirma avoir gagnée, mais qui, du fait d'une énorme fraude électorale, resta entre les mains du PRI), le PMS se restructura de nouveau, avec Cardenas et tous ceux qui venaient de quitter le PRI. Cette fraction issue de l'aile gauche du parti au pouvoir était très modérée au point de vue idéologique et stratégique. Et comme la « gauche historique » elle-même

était passée du radicalisme à la modération, les deux formations purent fonder ensemble le Parti de la révolution démocratique (PRD). Avec lui, la gauche démocratique put conquérir bon nombre de municipalités, de nombreux sièges de députés et de sénateurs, et quelques-uns de gouverneurs locaux (dont le plus important, celui de Mexico).

Pour sa part, le Parti d'action nationale (PAN, fondé en 1939) choisit, dès le début, un chemin difficile, voire utopique, pour transformer le régime, à savoir profiter des rares espaces politiques laissés vacants pour tenter de mettre en place les conditions favorables à la joute électorale, tout en rendant plus rigoureux les mécanismes démocratiques. Cet effort, qui pouvait être perçu comme titanesque et pour le moins romantique, fut qualifié par le fondateur du PAN, Manuel Gómez Morin, de « *tâche pour l'éternité* ». Cette stratégie du changement progressif et parlementaire s'édifia sur les décombres de la stratégie révolutionnaire et sur la conviction que la démocratie ne pouvait être que le résultat d'une alternative pacifique de changement. C'est pourquoi le PAN fit le maximum pour exploiter tout espace électoral ouvert par le régime, afin d'œuvrer pour de nouvelles réformes politiques. En outre, il travailla sans relâche à la sensibilisation démocratique des Mexicains pour miner la légitimité révolutionnaire du PRI et, dans une certaine mesure, le forcer à rechercher, par une véritable ouverture, une caution démocratique, entreprise que Gómez Morin appelait « *mobiliser les âmes* ».

Tous ces progrès eurent lieu de façon graduelle, tant en matière électorale (équité et compétitivité) que pour l'acceptation des victoires de l'opposition (concurrence). Ce n'est qu'en 1946, soit 17 ans après sa fondation, que le parti au pouvoir perdit pour la première fois une mairie et quatre députés fédéraux, au profit du PAN. En 1958, il perdit quatre sénateurs et la majorité législative nécessaire pour modifier la Constitution. En 1989, le PRI reconnut une victoire de l'opposition pour une fonction de gouverneur, en Basse Californie. En 1996, il perdit le contrôle de l'Institut fédéral électoral et, en 1997, celui de la capitale de la République et de la Chambre des députés. Ces derniers revers marquèrent le début de la fin de l'hégémonie du PRI. À partir de là, la logique de partis et la logique législative se rapprochèrent nettement de celles que l'on peut voir à l'œuvre dans n'importe quel pays démocratique (en particulier dans les pays à parti dominant, comme le

Japon et la Suède). Finalement, en 2000, le PRI perdit la présidence de la République et la majorité sénatoriale, ce qui marqua la fin du régime hégémonique et les débuts d'un régime démocratique, quoique le profond changement dans les institutions non électorales restât encore à faire.

**Le processus électoral de l'année 2000 :
coalition de l'opposition et élection plébiscitaire**

Sans aucun doute, la défaite du PRI s'explique-t-elle par son épuisement au pouvoir et par l'alternative historique *sui generis* qui se présentait alors : ou bien suspendre le long processus d'ouverture progressive à travers un coup de force (qui aurait impliqué un recul de l'autorité) ; ou bien accepter une dose suffisante de libre concurrence électorale au prix du risque (grandissant) de perdre le pouvoir. Les conditions politiques favorisèrent le deuxième scénario. Depuis 1997, déjà, l'éventualité d'une défaite présidentielle était envisagée, mais peu de partisans du PRI en croyaient l'heure si proche. Rien n'excluait en effet la possibilité que, lors des élections de 2000, le parti au pouvoir ne l'emportât une fois encore, même d'une courte tête. La réforme électorale de 1996 (aboutissement d'une longue série de réformes préalables qui n'avaient pas débouché sur des élections véritablement ouvertes), si elle abolissait la garantie historique d'une nouvelle victoire du PRI, n'impliquait pas forcément sa défaite. Tout allait dépendre en réalité de son efficacité électorale et de celle de ses adversaires.

Avant 1988, la concurrence qu'offraient les partis d'opposition était faible. Le PRI gagnait dans de nombreux cas, mais pas toujours avec les pourcentages annoncés officiellement. En 1988, les effets de la crise économique de 1982 ainsi que la rupture au sein du PRI, en 1987 (départ de Cuauhtemoc Cardenas et de beaucoup d'autres), provoquèrent le renforcement inattendu de l'opposition, qui devint, dès lors, un authentique défi pour le parti au pouvoir, lequel jouissait encore, malgré tout, de l'un des avantages qu'ont eu au Japon et en Suède les partis dominants : le vote à son encontre, quoique majoritaire, restait fragmenté entre les différents partis d'opposition. Ainsi, lorsque le PRI perdait un poste de gouverneur, c'est parce qu'il n'y avait que deux partis importants en lice ; tandis que, là où le vote devait être réparti entre trois partis d'opposition, la difficulté de

défaire le PRI était plus grande, comme ce fut le cas dans le Michoacán, en 1995, et lors des élections fédérales en 1994 et 1997.

C'est pourquoi les principaux partis d'opposition, le PAN et le PRD, soutenaient qu'il était difficile de vaincre le PRI uniquement par leurs propres moyens. En 1997, un groupe d'hommes politiques et d'écrivains voulut faire une coalition (PRD et PAN) pour éviter que le PRI ne gagnât de nouveau la majorité absolue à la Chambre. Cet effort échoua, mais le parti au pouvoir n'obtint pas la majorité absolue. Cela dit, ce vote aurait été suffisant pour gagner la présidence, car avec 39 % le PRI dépassait de 13 points son suivant immédiat, du fait que le vote contre lui était partagé entre le PAN et le PRD. C'est à partir de ce résultat que les partis d'opposition se proposèrent une nouvelle fois, en 1999, de former une coalition pour vaincre le PRI en l'an 2000. Pendant plusieurs mois, ils essayèrent – au moins en apparence – de former une alliance, mais, une fois de plus, le projet ne put aboutir. Et ceci malgré le fait que, selon plusieurs enquêtes, près de 60 % de l'électorat souhaitait cette coalition. Mais, en dehors de ce danger, le PRI pouvait encore perdre selon deux autres cas de figure. D'abord, le mécontentement de ceux qui avaient perdu l'élection interne du PRI pouvait provoquer une fracture : elle ne se produisit pas. L'électorat pouvait aussi percevoir le vote comme un plébiscite pour l'éviction ou la reconduction du parti au pouvoir. Et bien que les candidats de l'opposition ne formassent pas une coalition, les électeurs pouvaient apporter leurs votes de façon majoritaire au candidat de l'opposition le mieux placé.

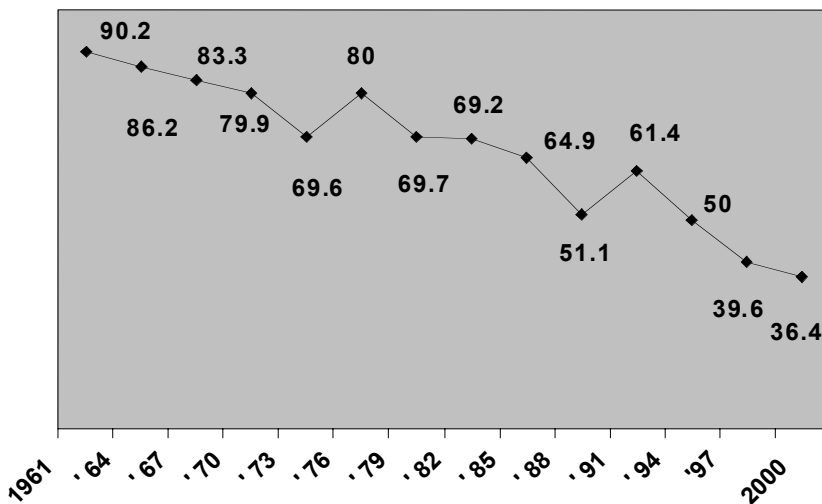
Vers le mois de mars 2000, la plupart des sondages commencèrent à faire apparaître un ballottage virtuel entre le candidat du PRI et celui du PAN, et une troisième place assez éloignée pour le candidat du PRD. C'est à partir de ce moment-là que la notion de « vote utile » en faveur de Fox prit tout son sens. Ceux qui, à gauche, voulaient en priorité la défaite du PRI, même au prix de favoriser une option avec laquelle ils ne se sentaient pas en harmonie idéologique, parlèrent de « vote sélectif » : Fox à la présidence, et le PRD sur le reste des postes à prendre. Fox, justement, présenta sa campagne comme un plébiscite pour ou contre le PRI, tout en précisant que l'électeur soucieux de voir un changement radical dans la politique mexicaine ne devait pas évaluer les candidats de l'opposition dans la perspective d'une démocratie, mais bien plutôt se demander lequel, parmi eux, avait une

chance réelle de provoquer l'éviction du PRI. En revanche, tous les autres candidats voyaient le vote utile comme une menace (Labastida, parce qu'il pouvait être battu ; Cardenas, parce qu'il caressait l'idée d'être président). En fait, il s'agissait d'un phénomène tout à fait semblable à celui que conduisit Cardenas lorsqu'il remporta les élections pour les fonctions de gouverneur de la ville de Mexico, en 1997. Ses chances de battre alors le PRI mobilisèrent derrière lui la plus grande partie de l'électorat. C'est ce qui se produisit pour Vicente Fox, lors de l'élection présidentielle du printemps 2000.

Les résultats des élections : 44 %, 37 %, 17 %

À la surprise quasi générale, à commencer par celle du PRI, le candidat du PAN, Vicente Fox, obtint la majorité, avec 7 points de plus que le candidat du parti au pouvoir, Francisco Labastida : près de 44 % des votes, pour 37 % au candidat du PRI, et 17 % pour Cuauhtemoc Cardenas, du PRD. Historiquement, certes, ce n'était pas la première fois qu'une défaite du PRI était possible. Comme le montre la figure 1, les tendances électorales avaient déjà fait apparaître l'éventualité d'un vote ne garantissant plus la victoire.

Figure 1
Les tendances électorales du PRI



On pouvait déduire de ces tendances que le parti au pouvoir obtiendrait, en 2000, un peu moins des 39 % de 1997, c'est-à-dire entre 35 et 37 % (il fit en fait 36 %), pourcentage avec lequel gagner ne serait plus aussi facile : l'un ou l'autre des candidats de l'opposition pouvait s'approcher de ce score et, dans le cas d'un « vote utile », le dépasser : c'est ce qui se produisit. Et la surprise vint moins de ce que le candidat de l'opposition avait gagné, que de la marge avec laquelle il le fit, ce qui explique, sans doute, la facilité avec laquelle le président sortant Zedillo et le candidat du PRI, Francisco Labastida, acceptèrent le verdict.

En effet, bien que plusieurs enquêtes eussent pronostiqué ce résultat, beaucoup d'autres se trompèrent largement, d'autres encore furent sciemment manipulées par le PRI ou les médias qui soutenaient le pouvoir. En gros, la plupart des enquêtes envisageaient un scénario dans lequel le candidat gagnant, quel qu'il fût, le serait avec une marge étroite, situation qui rendait difficile l'acceptation du verdict par le candidat arrivé deuxième et qui risquait d'entraîner des troubles et de mettre en péril la stabilité économique voire politique du pays. Une victoire étroite du candidat du PRI, par exemple, aurait réveillé les méfiances, si l'on tient compte du fait que, pendant les semaines antérieures à la présidentielle, les plaintes contre des manœuvres concernant des votes achetés ou sujets à manipulation, dans plusieurs endroits du pays et dans divers secteurs de la population, avaient déjà afflué. Ainsi, si Labastida avait gagné, par exemple, de trois points ou moins, les protestations eussent été inévitables. Il existait aussi un doute relatif sur ce que le PRI ferait en cas de défaite. L'expérience de 1988 – lorsque le PRI, pour éviter sa défaite, ne recula devant aucune fraude imaginable – était encore présent dans la mémoire collective.

C'est à cause de cela que, dans l'équipe de campagne de Fox, on commença à parler, des semaines avant l'élection présidentielle, de l'éventualité d'un « plan B », mis au point par le PRI pour éviter d'une manière ou d'une autre une possible défaite. Néanmoins, outre qu'il n'y avait plus de mécanismes institutionnels susceptibles de modifier un résultat défavorable, le président Zedillo se devait aussi de ne pas négliger son projet de gouvernement, la stabilité politique et économique du pays et sa propre image devant l'histoire. Ce qui laissait penser que même une victoire de l'opposition serait reconnue par le président, moins du fait de sa conviction démocratique que du fait

d'un élémentaire bon sens personnel et politique. Finalement, la victoire confortable de Fox fit que le président Zedillo reconnut sur-le-champ le verdict, ce qui rendit impossible toute réclamation du PRI. À 23 heures 15, le président déclara ainsi sur les télévisions nationales : « *Nous avons aujourd'hui pu faire la preuve que notre démocratie est désormais une démocratie adulte, aux institutions solides et fiables. Les Mexicains ont fait montre d'une grande conscience et d'une grande responsabilité civique... Il y a quelques instants, j'ai téléphoné à Vicente Fox pour lui faire part de mes sincères félicitations pour sa victoire et pour lui exprimer la totale disposition du gouvernement que je préside à collaborer dès maintenant, et jusqu'au premier décembre, dans tous les domaines d'importance afin que la nouvelle administration fédérale prenne le meilleur départ...* »

C'est donc à une « alternance de velours » que les Mexicains purent assister. Le résultat surprit tout de même le parti au pouvoir, peu accoutumé à la défaite. Mais le vote utile que redoutaient tant le PRI que le PRD eut bien lieu, ce qui constituait un phénomène rarement observé dans ce pays, confirmant l'aspect plébiscitaire de ces élections. Vicente Fox réunit sur son nom près de 1,5 million de votes de plus que ceux obtenus par les députés du PAN, dont près de 800 000 provenaient de partisans du PRD (à l'inverse de Cardenas, qui obtint exactement le même nombre de voix en moins que les députés de sa coalition). Le résultat fut une répartition très diversifiée des voix : le PAN obtint environ 42 % de la députation fédérale (210 députés sur un total de 500), chiffre semblable à celui obtenu par le PRI, tandis que le PRD n'obtenait que 53 députés, c'est-à-dire un peu plus de 10 % (contre 25 %, en 1997). Le reste des députés se répartit entre les petits partis, unis aux deux coalitions d'opposition.

Il convient maintenant d'analyser le vote priiste pour mieux comprendre sa défaite. Il y a quelques années, lorsque les études de sociologie électorale se multiplièrent au Mexique, on mit en évidence une tendance à moyen terme qui faisait apparaître que le vote priiste était de plus en plus associé – mais pas exclusivement – aux secteurs traditionnels et défavorisés : milieu paysan peu scolarisé et petits revenus ; à l'inverse, les indicateurs de modernisation sociale – urbanisme, scolarité, prospérité économique – semblaient nettement associés à l'opposition. La capitale en vint à être considérée comme le refuge de

l'électorat antipriiste, ainsi que les États progressistes du nord du pays (où le PRI perdit ses premières places de gouverneur). On disait même ceci : « *Où il n'y a plus de trottoir pavé, il n'y a plus d'opposition.* » Les raisons de cette tendance sont claires : les secteurs les plus modernisés et les plus riches sont socialement et économiquement mieux équipés pour résister aux pressions corporatistes. Personne n'y aurait non plus vendu son vote pour un vélo ou pour deux poulets rôtis. C'est cela qui a donné naissance à la thèse selon laquelle la culture traditionnelle était liée de façon inhérente à l'autoritarisme (sous toutes ses formes), et la culture moderne à la démocratie. C'est pourquoi, au fur et à mesure que la société mexicaine se modernisa, le PRI perdit des voix – jusqu'à perdre la présidentielle.

En fait, tous les partis révolutionnaires qui ont entrepris la modernisation de leurs sociétés en profitant de leur monopole ont dû faire face à un dilemme historique, similaire à celui des monarques modernisateurs des XVII^e et XVIII^e siècles. La modernisation sociale, fondement de leur force dans un premier temps, mina par la suite les bases de leur autorité. Il arriva un moment où ils perdirent l'appui des secteurs modernes qu'ils avaient favorisés et qui étaient bénéficiaires, précisément, de leur politique. En modernisant la société qu'ils gouvernaient, ces pouvoirs centralisés – monarques éclairés, dictateurs modernisateurs ou partis révolutionnaires – creusèrent ainsi leur propre tombe.

Dans le Mexique du PRI, cette tendance historique ne s'est accomplie ni de manière automatique, ni de façon ininterrompue. Car le vote *traditionnel* n'y a pas été toujours (quelles que soient les circonstances) du côté du PRI ; de même que le vote *moderniste* n'y a pas toujours été le fait de l'opposition. Et il en est ainsi parce que ces votes n'ont jamais été associés à des valeurs mais à des intérêts : ceux de l'électeur. Aussi, tant que le PRI a profité à quelques secteurs modernes, ceux-ci l'ont soutenu. Par ailleurs, le vote traditionnel, issu en grande partie de catégories pauvres, a commencé à bénéficier également à l'opposition. Ainsi, bien que le candidat modernisateur, Salinas de Gortari, lors des élections de 1988 – premier échec important du PRI et « signal d'alarme » qui ne fut pas suffisamment pris en considération –, ait trouvé ses électeurs principalement dans les campagnes, une bonne partie des paysans donnèrent leur vote à Cardenas,

tandis que d'importants chefs d'entreprise et membres des classes à haut niveau d'instruction prenaient vertement le parti du PRI et de son illégitime candidat. On ne vit pas, à cette occasion, se vérifier l'axiome « *Vote traditionnel = autoritarisme, vote moderne = démocratie* », et ceci, bien que les tendances générales prévisent une victoire du PRI dans les zones rurales et de l'opposition dans les zones urbaines.

C'est pour cette raison que le secteur moderne rendit au PRI son vote, alors que beaucoup de commentateurs disaient que la culture démocratique s'était désormais installée dans le pays et que le vote priiste diminuerait de manière rapide et irrémédiable lors des législatives de 1991. En 1994, les votes en faveur du PRI furent encore en nombre suffisant (inférieur, cependant, au nombre atteint trois ans plus tôt) pour lui permettre une victoire aisée (mais plus une victoire « à la soviétique », comme au « bon vieux temps »). C'est alors que, si on les compare à celles en usage en 1988, les interprétations sur le comportement électoral des Mexicains prirent un tournant à 180 degrés. De nouveau, l'idée selon laquelle la culture politique relevait de la soumission et de la passivité, en cohérence avec une société traditionnelle, prévalut, ce que contredisait plusieurs décennies de forte modernisation sociale et d'urbanisation du pays.

Aujourd'hui, les élections de l'été 2000 font resurgir la thèse première (avec des nuances cependant), selon laquelle le vote traditionnel et classique s'identifie au PRI, tandis que le vote moderne, éclairé, urbain et jeune lui a résolument tourné le dos. Les données résultant des enquêtes préélectorales et des projections publiées par le journal *Reforma*, au lendemain des élections, permettent de faire une radiographie préliminaire des votes obtenus par le PRI. Si l'on considère le niveau scolaire, variable fondamentale dans le comportement des électeurs, 42 % des votants avaient terminé l'école primaire ou avaient un niveau d'instruction moindre. L'électeur priiste est issu de ce segment peu scolarisé pour 54 %, tandis que Vicente Fox n'y emprunte que 31 % de son électorat. En contrepartie, l'électorat possédant une éducation supérieure a voté à 20 % pour Fox, contre 9 % pour le PRI. Si l'on prend en compte l'activité, le PRI n'a réalisé un meilleur score que le PRD que chez les femmes au foyer. Le vote priiste n'a même pas prévalu dans le secteur public (malgré les manœuvres illégales

Tableau 1
Vote rural et urbain par formation politique

	Alianza por el Cambio	PRI	Alianza por México	Otros	Total
Total des votes urbains	14 188 168	9 922 936	4 688 091	837 751	29 636 946
% des votes urbains sur les votes totaux	89 %	73 %	75 %	87,5 %	80,6 %
Total des votes ruraux	1 800 004	3 852 355	1 569 262	119 705	7 141 326
% des votes ruraux sur les votes totaux	11 %	27 %	25 %	12,5 %	19,4 %
Total des votes	15 988 172	13 575 291	6 257 353	957 456	36 778 272
en % des votes totaux	43,5 %	36,9 %	17 %	2,6 %	100 %

Source : Instituto Federal Electoral.

pour obtenir des signatures et faire pression sur les fonctionnaires), et ceci bien que la différence entre le PRI et l'Alliance foxiste ait été peu importante : 110 000 votes. Dans le privé – que le PRI avait ces derniers temps privilégié –, la différence fut bien plus grande : près de deux millions de votes.

Autre critère fondamental dans la répartition des votes, l'âge. On savait déjà que les jeunes de 18 à 29 ans représentaient près de 40 % des inscrits sur les listes électorales, et l'on savait aussi que leurs intentions de vote étaient assez loin du PRI. Et en effet, encore que dans une mesure moindre aux hypothèses, c'est ce qui se produisit : six millions de jeunes environ votèrent pour Fox, contre 4 millions pour le PRI. Avant le scrutin, la grande inconnue concernait surtout le niveau de participation des jeunes ; on sait qu'en général les jeunes Mexicains tardent assez à se politiser et à voter. Mais, au regard de ces données, leur taux de participation (54 %, soit 10 points de moins que le taux national) ne fut pas si faible. Quant aux plus de 55 ans, ils représentèrent seulement 9,8 % de l'électorat favorable à Fox, contre 15 % des suffrages du PRI.

L'analyse de l'électorat rural enfin, dont le vote tirait traditionnellement le PRI de situations difficiles, fait apparaître qu'il fut cette fois

insuffisant pour lui donner la victoire, même si, comme le montre le tableau 1, le PRI obtint une meilleure proportion de voix que l'opposition dans les circonscriptions rurales. Il faut rappeler néanmoins que la proportion de la population issue d'un milieu rural diminue de plus en plus. Plus important encore est le fait que, y compris dans ces régions, le vote en faveur du PRI est en perte de vitesse, même si le recours aux votes achetés peut y rencontrer encore quelque succès.

Le PRI a aussi enregistré une forte baisse dans les districts urbains marginaux, ce qui indique que, même dans les secteurs traditionnellement enclins à voter pour lui, son influence a diminué. On ne peut donc que confirmer la tendance détectée il y a quelques dizaines d'années, à savoir que la modernisation a sapé peu à peu l'assise électorale du PRI, jusqu'à ce que sa défaite devienne inévitable. Rien ne laissait prévoir, en tout cas, que le rejet de son hégémonie se ferait de manière civilisée et pacifique. Il est vrai que, si le PRI s'était refusé à quitter le pouvoir, le régime traditionnel aurait pris fin de toute façon, même s'il aurait alors ouvert la voie à un autre régime plus fermé et plus répressif. Mais par bonheur, les conditions politiques, sociales, économiques et internationales se sont combinées de telle façon que le président de la République n'a pas permis une éventuelle résistance lorsque le moment final est venu.